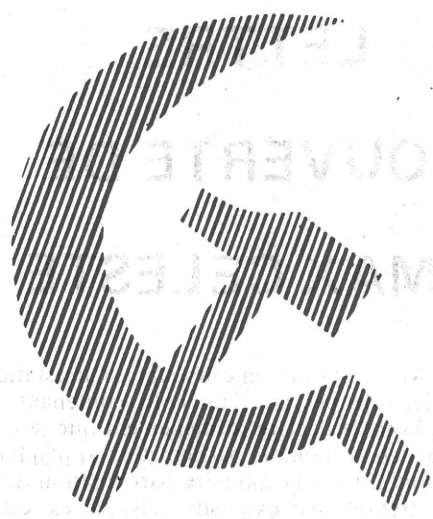




COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 4 AOÛT 1984

N° 263

PRIX : ANTILLES 2,50 F
FRANCE 3 F

Editorial

**A LA VIOLENCE ET A L'OPPRES-
SION DANS CETTE SOCIÉTÉ OP-
POSONS LA LUTTE DES TRA-
VAILLEURS.**

Au lendemain des attentats de Guade-
loupe, au cours desquels quatre militants
appartenant à des organisations indépen-
dantistes sont morts, le sentiment qui a do-
miné parmi nous, travailleurs, c'est celui à
la fois d'une indignation et d'une réprobation
quasi générales. Et ces sentiments s'ex-
pliquent chez nous de façon très simple. Le
type d'actions mené par des groupes qui a-
gissent clandestinement, sans aucun lien
avec nous, par dessus notre tête, en faisant
prendre des risques physiques à la popula-
tion, ne peut pas avoir notre soutien, ni no-
tre approbation. Nous ne pouvons pas ac-
cepter que des actions de ce type nous im-
posent par exemple, comme à K-Dis ou au
Méristien, d'être mis au chômage du jour au
lendemain, sous prétexte que cette action
là viserait un but politique, sur lequel nous
n'avons pas été consultés.

Or, lorsqu'un attentat détruit notre
lieu de travail, nous envoye au chômage,
cela nous concerne directement, nous, tra-
vailleurs, et il est inacceptable qu'un grou-
pe politique, quels que soient ses objectifs,
même s'il parlait en notre nom, agisse de la
sorte. La lutte contre l'exploitation, contre
les patrons, c'est quand même notre affaire.

Cela veut dire aussi bien sûr, étant
donné la place que la classe ouvrière occu-
pe dans la société, qu'il est normal que nos
luttres suscitent des prises de position,
des discussions, dans toutes les organisa-
tions politiques, syndicales etc... Mais aucu-
ne organisation ne peut nous libérer malgré
nous, c'est à nous de le faire.

Beaucoup d'entre nous ont été frappés
par l'origine sociale de l'un des militants
qui sont morts. La presse, la radio, ont mis
l'accent sur le fait qu'il s'agissait d'un archi-
tecte connu, vivant aisément, presque un
architecte officiel. Et outre les condamna-
tions portées sur les attentats eux-mêmes, il
y avait parmi les travailleurs, parmi les pau-
vres en général, des réflexions hostiles sur
le fait que quelqu'un qui fait partie des
couches aisées de la société veuille imposer
son point de vue politique à toute la popu-
lation. C'est vrai, ce n'est pas aux petits
bourgeois, ni individuellement, ni collecti-
vement, à imposer à coups de bombes leur
point de vue à la masse des travailleurs.

Mais il faut aussi remarquer que deux
des quatre qui sont morts étaient des tra-
vailleurs, vivant dans la population, liés à
elle, tout comme les militants qui sont em-
prisonnés sont pour la plupart des gens qui
font partie de la population, sont des tra-
vailleurs, participent aux luttes syndicales.

Cela doit nous faire réfléchir. Et même
si on prend le cas des gens qui sortent de la
petite bourgeoisie, et qui de manière vio-
lente ou non, revendiquent un changement
dans le pays, ce n'est pas forcément parce
qu'ils sont ambitieux ou arrivistes. Nous ne
pouvons pas dire si Jack Berthelot était un
arriviste ou un futur dictateur. Lui qui s'est
engagé dans l'action militante en 1967, en
adhérant au GONG, ce n'était certainement
pas par arrivisme social, puisqu'il était déjà
un architecte confirmé.

Pas plus que ne pouvons dire que tout
étudiant ou petit bourgeois qui s'engage

Suite p. 4

DIALOGUE ADMINISTRATION COLONIALE-UPLG APRÈS LES ATTENTATS DU 24 JUILLET



Jack Berthelot, aujourd'hui disparu. Claude Makouké, dirigeant de l'UPLG.



Après la mort dramatique des quatre mili-
tants anticolonialistes, lors des attentats du
24/25 juillet, l'événement le plus remarquable
a été la sorte de dialogue qui s'est instauré en-
tre le représentant de l'administration coloniale,
le préfet Saborin, et le docteur Makouké,
président du MUFLNG, Mouvement Unifié
des Forces de Libération nationale de Guade-
loupe qui regroupe des organisations proches
de l'UPLG.

Dans sa lettre, le préfet demandait à Ma-
kouké de calmer la situation, de choisir la voie
du dialogue au lieu de celle de la violence ou-
verte. Le préfet maniait dans sa lettre à la fois
la carotte et le bâton, faisant remarquer que le
gouvernement faisait quelques concessions,
telles que la régularisation de Radio Tambou,
et envisageait « la possibilité pour les Guade-
loupiens de prendre progressivement en charge

leur destin ». Il proposait : « A la lutte ouver-
te que vous préconisez, j'oppose le dialogue ». Mais
auparavant, il avait menacé : « Le repré-
sentant de l'Etat (...) saura dans les diffé-
rents domaines d'intervention, faire assurer le
respect de l'ordre public et protéger la popula-
tion etc. »

La réponse de l'UPLG faite par le Doc-
teur Claude Makouké, a été très rapide. Il
rejetait l'initiative de la violence en Guade-
loupe, sur le colonialisme. Mais faisait remarquer
que la mort de ses camarades avait eu le mé-
rite d'obliger l'administration coloniale « à
prendre conscience de l'extrême gravité de la
situation politique en Guadeloupe, et de ce
que les Guadeloupéens ont décidé de conqué-
rir l'indépendance de leur pays au prix de tous
les sacrifices, et par des voies qu'aucun étran-
ger ne peut leur dicter, mais que seuls leur

conscience et l'intérêt de leur peuple leur indi-
quent. » Makouké réfute qu'un véritable dia-
logue soit vraiment proposé dans le cadre de la
soi-disant décentralisation, et annonce que
l'UPLG a toujours été ouverte au dialogue
« sur la base de la résistance populaire » mais
affirme : « par contre, historiquement, le colo-
nialisme français a toujours commencé par ré-
primer avant d'accepter de dialoguer. »

Ce n'est pas la première fois que des ten-
tatives sont faites pour qu'il y ait une amorce
de dialogue entre des représentants du colo-
nialisme français et certaines organisations qui
réclament l'indépendance des Antilles et de la
Guadeloupe notamment. Mais les discussions
que le gouvernement français par personne
interposée voulait mener portaient sur le ré-
glement de problèmes limités, consistant plu-
tôt à obtenir de certaines organisations indé-
pendantistes de faire preuve de patience et de
compréhension envers le gouvernement de
gauche, sur la foi d'une promesse d'évolution
future du statut des Antilles ! Mais il n'y
a jamais eu là de quoi satisfaire ceux qui de-
puis plus de vingt ans se battent pour mettre
fin au statut colonial de nos pays. Mais il
existe quand même chez un certain nombre
de militants de différentes organisations indé-
pendantistes l'illusion qu'ils représentent suffi-
samment de force pour contraindre le gouver-
nement à dialoguer et même à négocier. Mais
il faut bien comprendre, si on reprend un
exemple historique, que ce n'est pas unique-
ment la lutte armée du FLN algérien qui a
contraint le gouvernement français à mettre
un terme à la présence coloniale en Algérie,
mais c'est surtout le rejet par tout le peuple
algérien de la présence coloniale qui a fait
prendre conscience au gouvernement que s'il
pouvait militairement contenir, et même vain-
cre, les forces armées du FLN, il ne pourrait

Suite p. 2

PETITE GUERRE GAUCHE DROITE EN MARTINIQUE

Les partis de gauche en Martinique ont
mené campagne cette semaine pour que les
pouvoirs du Conseil Régional, présidé par Ai-
mé Césaire, soient élargis. Dans un communi-
qué commun, le Parti Communiste Martini-
quais, la Fédération Socialiste de la Martini-
que et le PPM, déclaraient : « Les trois partis
dénoncent l'attitude hargneuse et négative
de la droite qui consiste à tenter d'utiliser le
Conseil Constitutionnel pour bloquer une ré-
forme nécessaire et urgente, démocratique-
ment approuvée et ainsi empêcher tout pro-
grès social. »

Ils appellent les Martiniquaises et les Mar-
tiniquais à être vigilants et à « mettre les élus
de droite devant leurs responsabilités ».

Le parlement en France a en effet déjà
voté une loi donnant aux Conseils Régionaux
des compétences et des ressources nouvelles.

Or en Martinique, si la gauche est majori-
taire au Conseil Régional, c'est la droite qui

dirige le Conseil Général. Ces partis de gauche,
dans ce combat pour le Conseil Régional, don-
nent la curieuse impression qu'ils se battent
contre la droite pour une meilleure moitié des
ressources du département comme si il suffi-
sait d'avoir un « bout » de contrôle sur les re-
sources du département, comme si ce n'était
pas toute la gestion du pays qui devait être
contrôlée par la population, ces Partis deman-
dent seulement aux Martiniquais de se mobili-
ser pour que la gauche obtienne réellement la
petite parcelle de pouvoir que le gouverne-
ment français veut bien lui accorder. Alors, di-
ront certains, c'est normal : il n'est pas possi-
ble d'être plus exigeant pour le contrôle d'un
argent qui de toute façon vient de France. Di-
re cela équivaut à dire que la bourgeoisie
française ne nous doit rien. C'est faux. Depuis
des siècles, depuis l'esclavage, et aujourd'hui
encore, la bourgeoisie française s'est enrichie

dans ses colonies que sont les Antilles. On sait
que chaque voyage de bateau négrier lors du
commerce triangulaire (Europe, Afrique, Antil-
les), a permis la construction d'une usine à
Nantes ou à Bordeaux. Et cela a duré des di-
zaines d'années ! Les bourgeois français nous

Suite p. 2

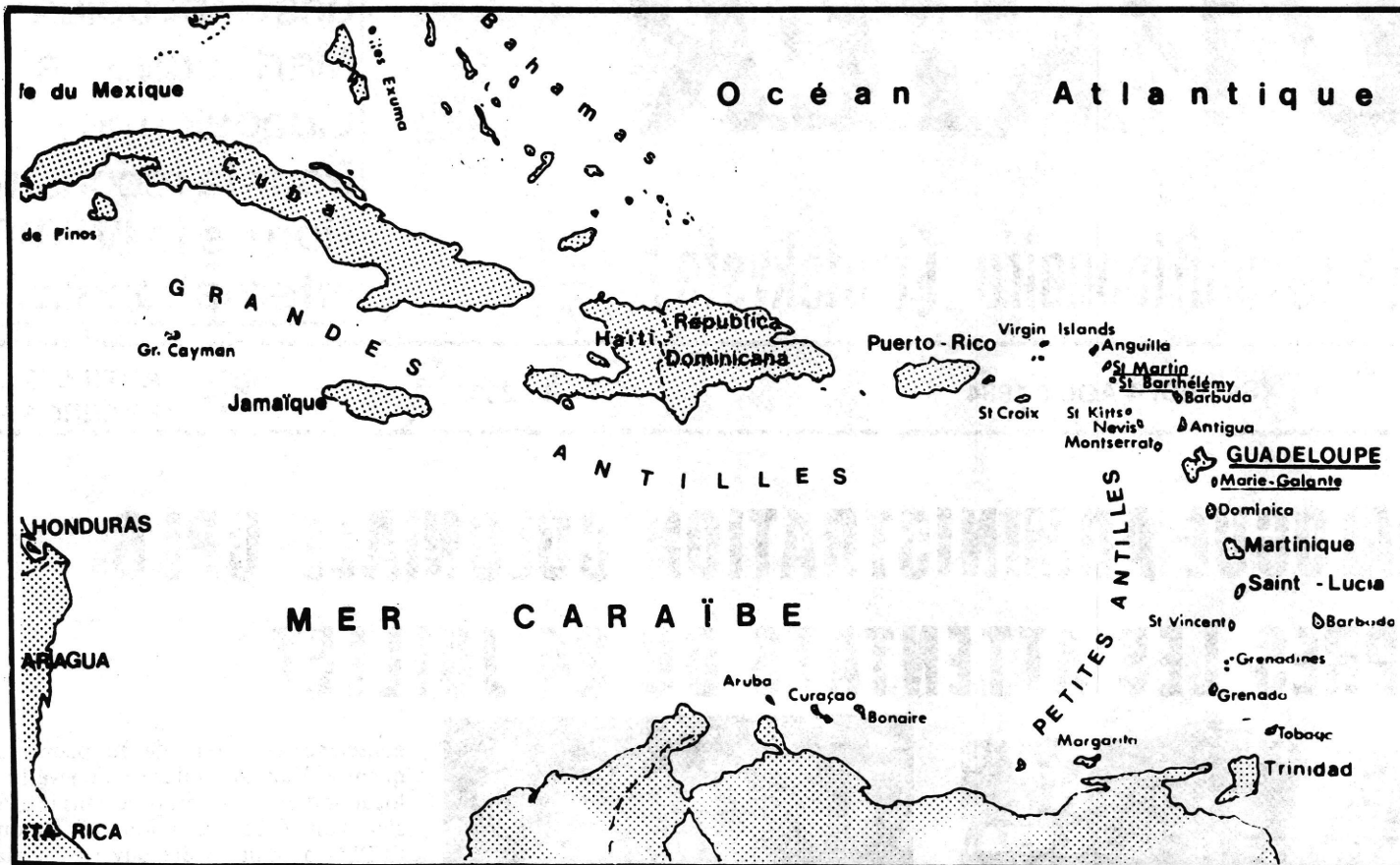
PARUTION

Pendant la période des vacances,
le journal paraîtra avec une fré-
quence différente.

- Le No 263 : sera en vente
jusqu'au 17 août
- Le No 264 jusqu'au 31 août
Ensuite, à partir du 2 septem-
bre, le journal reprendra une pério-
dicité hebdomadaire.

NOUS LE PEUPLE NOIR D'AMERIQUE

LETTRE OUVERTE DE MAX CELESTE



LA POUDRIERE DE LA CARAIBE

Une communauté d'histoire, de culture, et une communauté géographique lient les populations des Antilles. Mais le colonialisme les a séparées, a dressé entre elles des barrières artificielles en instituant des frontières et en rattachant chacune de ces îles au pays européen qui l'avait colonisée.

Aujourd'hui encore ces barrières subsistent, maintenues par l'impérialisme qui trouve son compte dans cette division entre ces pays pauvres, ce qui lui permet de mieux les dominer.

Quant aux bourgeoisies nationales qui sont à la tête de ces pays, qu'elles vivent des miettes de l'impérialisme ou qu'elles aspirent à se dégager de sa tutelle, elles sont toutes également soucieuses de maintenir des frontières.

Supprimer ces frontières artificielles est l'une des tâches qui incombent aux pauvres de ces pays, car eux seuls n'ont aucun intérêt à les maintenir et tout intérêt à les faire tomber.

Dans tous ces pays existent des gouvernements dictatoriaux qui ne respectent pas les droits démocratiques les plus élémentaires comme la constitution de partis et de syndicats, et où la démocratie formelle n'est qu'une parodie du parlementarisme européen. Dans ces pays la moindre expression de contestation des régimes en place est violemment réprimée.

Certains de ces régimes sont ouvertement des dictatures féroces qui répriment et emprisonnent tous les opposants, même les plus modérés. Tel est le cas d'Haiti.

Haiti est le pays le plus pauvre de la région. La population souffre de malnutrition et de sous-alimentation. Le chômage sévit massivement. Des milliers d'Haitiens poussés par la faim s'engagent chaque année comme coupeurs de canne sur les grandes plantations du pays voisin, la République Dominicaine, où ils sont traités comme des esclaves. Ils touchent des salaires de famine, mais Jean-Claude Duvalier, lui, perçoit une prime sur chaque coupeur.

La clique corrompue de Duvalier s'enrichit sur la misère du peuple haïtien.

Haiti, pays le plus pauvre de l'hémisphère américain, est situé à deux heures d'avion du pays le plus riche du monde : les Etats Unis, et de l'état le plus riche de ce pays : la Floride. Et pourtant dans la riche Amérique il n'y a pas de place pour les Haïtiens pauvres, qui sont rejetés par les autorités américaines ou parqués dans des camps lorsqu'ils débarquent sur les côtes de Floride. Les haïtiens, fuyant leur pays de misère, sont interdits de séjour aux Etats Unis. Mais les capitalistes américains eux, bénéficient de toutes sortes d'avantages et de facilités pour venir s'installer en Haïti.

250 entreprises américaines de produits

manufacturés sont implantées dans le pays, payant aux ouvriers haïtiens un salaire moyen de 2 F de l'heure.

Ces produits, comme la fabrication de balles de base-ball, sont destinés à l'exportation.

Les entreprises américaines contrôlent toute la production de sucre, les 9/10ème de la production d'énergie électrique. Elles ont le monopole de l'importation du blé, de la production et de la fabrication de farine, sous le nom de minoterie d'Haiti. Elles contrôlent la quasi-totalité de l'exploitation du pétrole et du gaz naturel, de la bauxite et du cuivre.

L'emploi de la main-d'œuvre haïtienne sous-payée fait réaliser d'énormes bénéfices à ces sociétés. D'autre part, les entreprises étrangères à Haïti sont exemptées d'impôts et bénéficient de la franchise douanière.

L'industrie du sisal, plante qui sert à fabriquer des cordes et des sacs, est aux mains d'une société américaine qui possède 16 000 hectares de terres, et emploie 8000 manœuvres sous-payés qui vivent dans les bidonvilles. Les profits de cette entreprise, comme de toutes les entreprises étrangères, ne restent pas dans le pays mais sont tous rapatriés vers les Etats Unis.

Alors que 90 % de la population haïtienne est trop pauvre pour pouvoir consommer de la viande ou du lait, c'est une société américaine, la HAMPCO, qui s'occupe de l'élevage et de l'exportation du bétail vers l'étranger. Régulièrement cette société profite des périodes de sécheresse pour acheter à très bas prix le bétail des paysans et le revendre à l'étranger.

Pour les paysans, la plupart du temps spoliés de leurs terres par les agents de la dictature, la situation est catastrophique. Beaucoup quittent la campagne pour grossir les rangs des chômeurs dans les bidonvilles de Port-au-Prince ou du Cap Haïtien.

Le café est le seul produit d'exportation qui soit cultivé individuellement par les paysans. Mais ces derniers sont à la merci de la moindre baisse des cours sur le marché mondial.

La dictature de Duvalier et des Tontons Macoutes assure la tranquillité aux capitalistes américains, canadiens, et français, les syndicats sont interdits. Une répression féroce s'abat sur la moindre tentative des ouvriers de s'organiser.

La dictature voisine de la République Dominicaine malgré son nom de république, ne diffère guère de celle de Duvalier.

Conséquence de la guerre d'indépendance menée par les anciens esclaves d'Haiti, Saint Domingue est indépendant depuis 1821.

Mais à peine un siècle plus tard l'impérialisme américain mettait la main sur ce pays qui n'est plus indépendant que formellement.

Pendant 30 ans les Etats Unis ont soutenu la dictature féroce de Trujillo qui décapita tout mouvement d'opposition par les méthodes les plus barbares. Trujillo fut assassiné à son tour en 1961. Et 4 ans plus tard, une insurrection populaire éclata, qui fut brutalement réprimée par l'armée américaine. 20.000 marines américains envahirent l'île. Craignant que Saint-Domingue ne devienne un second Cuba, le gouvernement américain fit occuper militairement le pays pendant plusieurs mois, assurant la protection d'un autre dictateur Balaguer.

Aujourd'hui c'est un président élu qui est à la tête du pays, mais l'impérialisme américain veille toujours à ce que par l'intermédiaire de ce nouveau dirigeant ses intérêts soient sauvegardés à Saint-Domingue.

Le chômage touche 40 à 50 % de la population active. Les grands propriétaires fonciers, la haute bourgeoisie blanche et les hommes d'affaires américains sont les grands bénéficiaires du régime.

Ainsi plus de la moitié des terres est détenue par 1 % de la population. A côté des minuscules lopins des paysans noirs s'étendent d'immenses domaines de milliers d'hectares de cultures destinées à l'exportation.

Quelques richissimes familles blanches de grands propriétaires fonciers dominicains se partagent les bénéfices de ces cultures d'exportation avec les capitalistes américains.

En effet dès le début du siècle la production de sucre a été contrôlée par le capitalisme américain. Sa fabrication est essentiellement dominée par quelques grandes compagnies américaines. Les énormes profits réalisés par ces sociétés sont naturellement rapatriés aux Etats Unis où se trouvent le siège de ces sociétés, comme celui de la Gulf and Western à New York.

Toute l'économie du pays dépend de la bonne ou mauvaise récolte de canne à sucre et du quota d'achat fixé par les Etats Unis. Sur ce point, la dépendance de Saint-Domingue vis-à-vis de l'impérialisme américain est complète.

Si Haïti a été autrefois essentiellement colonisée par la France, et Saint Domingue par l'Espagne, la plupart des autres îles ont été colonisées par l'Angleterre.

(Suite dans le prochain numéro)

Ayant été mis en cause après l'arrestation de deux jeunes pour un colis contenant de l'explosif, je déclare formellement que je n'ai jamais eu la moindre participation et n'ai l'intention d'avoir la moindre participation dans des attentats par explosifs, tels, par ex. ceux qui ont été revendiqués par le GLA et l'ARC.

Mon opinion sur ce type d'attentat est suffisamment connue pour avoir été publiquement défendue dans le journal hebdomadaire «Combat Ouvrier» où j'ai moi même écrit de nombreux articles condamnant ce type d'action.

Cela dit, je suis convaincu que les travailleurs auront, un jour ou l'autre à se défendre contre la violence des possédants - je pense qu'il est donc légitime que les travailleurs se préparent à se défendre, d'autant que leurs ennemis ne se gênent pas pour constituer de véritables arsenaux. Mais j'affirme, comme je l'ai toujours fait, que je suis opposé à une action terroriste aveugle et individualistes car la classe ouvrière et plus généralement les pauvres de ce pays ne s'émanciperont que par leur propre engagement collectif dans la lutte. Ceux qui prétendent émanciper le peuple en agissant à sa place ne feront que lui forger de nouvelles chaînes. Cela a toujours été mon opinion, je n'en ai pas changé.

Je n'ai rien à dire de plus à la police, d'autant que le maintien en détention de militants sur lesquels pèsent d'infimes présomptions, voire aucune, me justifie de croire que la police n'est pas à un amalgame près.

DIALOGUE ADMINISTRATION COLONIALE - UPLG, APRES LES ATTENTATS DU 24 JUILLET

Suite de la page 1

pas vaincre tout le peuple algérien qui vomissait le colonialisme. Et c'est bien le problème qui est posé aux Antilles, de savoir où en est l'état d'esprit de la population, qui peut parler en son nom, et pour réclamer quoi, et à quel prix ?

Parce que, il ne faut pas se faire d'illusion, le gouvernement ne discutera, et ne négociera un changement quelconque dans ces dernières colonies que s'il est contraint de le faire par une réelle poussée populaire. Et les militants qui se sentent honnêtement aux côtés de pauvres, aux côtés des travailleurs, quelle que soit leur appartenance organisationnelle, politique ou syndicale, peuvent se dire que notre peuple n'a aucun intérêt à quelque changement que ce soit qui sera négocié par dessus sa tête, avec quelque organisation que ce soit. Et on peut même affirmer que toute forme d'indépendance, d'autonomie, qui serait octroyée de cette façon, aboutirait au recul de la population, sur le plan social, économique, moral à des divisions graves au sein de notre peuple et à la mise sur pied d'un état des privilégiés et des riches.

Pour que le remplacement de l'administration coloniale, pour les travailleurs, pour les pauvres de nos pays, constitue un pas en avant par rapport à la situation d'aujourd'hui, il faut qu'il soit obtenu par l'action consciente et massive de la population laborieuse. Et il faut qu'il aboutisse à la création par cette population laborieuse de son propre Etat démocratique, c'est à dire l'état des travailleurs, l'état des pauvres.

G. Rassamy

FORT-DE-FRANCE : PETITE GUERRE GAUCHE-DROITE EN MARTINIQUE.

Suite de la page 1

doivent ce qu'ils font semblant de nous jeter généreusement aujourd'hui. Et la population de Martinique a parfaitement le droit et même le devoir de contrôler le budget de la Martinique, qu'ils s'agisse de celui confié au Conseil Général, ou de celui réclamé aujourd'hui par les Conseillers Régionaux de gauche. Non, nous ne voulons pas des miettes du pouvoir, mais tout le pouvoir aux travailleurs de ce pays. En tout cas dès aujourd'hui les travailleurs, les pauvres ont le droit de se rendre auprès des différents Conseils Régional ou Général et d'exiger de connaître l'utilisation de cet argent.

Rencontre dans les communes avec les militants de Combat Ouvrier

Profitant de cette période où des travailleurs, des jeunes sont en vacances dans leurs communes, pendant dix jours, des militants de Combat Ouvrier ont été à leur rencontre.

A Morne-à-l'Eau, Petit-Canal, Anse-Bertrand, à Saint-François, Douville, Gosier, à Saint-Anne, ils ont passé la journée à expliquer leur politique à ceux qui étaient intéressés.

Le soir, une projection de diapositives ayant pour thème «Nous, le peuple noir d'Amérique», rassemblait des dizaines de personnes parmi celles rencontrées dans la journée.

Après la projection s'établissait une discussion qui durait parfois tard le soir.

Dans les communes, la quasi-totalité des personnes qui s'exprimaient ont à plusieurs reprises affirmé avec plus ou moins de virulence, comme à Mome-à-l'Eau, leur opposition aux récents attentats. Et tout au long de cette

tournée dans les communes, on pouvait noter une réelle préoccupation de la population laborieuse. Elle trouvait que cette politique se faisait en définitive contre elle et risquait de mettre en avant des politiciens qui ne tiendraient nullement compte de leurs intérêts.

Pourtant, certains jeunes, des travailleurs parfois pensaient qu'il ne fallait pas en rester là. Certains comprenaient la nécessité pour eux, de s'atteler à la tâche, pour faire eux-mêmes une autre politique.

GREVE DES TRAVAILLEURS DE LA CGM

Les travailleurs de la CGM (Compagnie Générale Maritime) se sont mis en grève le vendredi 27 juillet pour réclamer

- Le 13ème mois
- Le reclassement du personnel
- Une indemnité pour les chauffeurs
- La titularisation de deux employés

Les conteneurs de bananes n'ont pas été embarqués. Après 5 jours de grève on évaluait déjà une perte de 2000 tonnes et une perte prévisible de 5000 tonnes si la grève durait un jour de plus.

Ces pertes sont la conséquence de l'attitude méprisante de la direction de la compagnie, celle-ci ayant refusé de négocier avec les travailleurs.

Dès lundi le mouvement s'est durci. Les travailleurs avaient décidé de continuer leur grève malgré les pressions de la direction et des exportateurs de bananes. Les travailleurs de la Compagnie maritime de la Martinique ont, à leur tour annoncé qu'ils allaient se mettre en grève pour soutenir ceux de la Guadeloupe.

Face à un mouvement qui se renforce au lieu de s'affaiblir la direction de la CGM a dû accepter de négocier dès lundi. Le lendemain même, mardi 31 juillet, les grévistes ont cessé leur action après avoir contraint la direction à ravalier son mépris et tenir compte de leurs revendications.

Tract du «Comité de lutte contre la répression colonialiste»

TRAVAILLEURS, PEUPLE GUADELOUPEEN.....

POUR SUIVONS LE COMBAT CONTRE LA REPRESSION COLONIALE

UNISSONS-NOUS POUR DETRUIRE LE COLONIALISME DANS NOTRE PAYS !

Depuis novembre 1983, des Guadeloupéens, militants de l'indépendance nationale croupissent dans les prisons coloniales.

Alors qu'ils sont tous incarcérés pour leur idées, la justice coloniale refuse de leur accorder le statut de prisonnier politique.

Alors qu'il ont été inculpés pour les mêmes motifs, les patriotes sont éparpillés entre les maisons d'arrêt de Pointe-à-Pitre, Basse-Terre et Fort-de-France.

Alors que les médias aux ordres des colonialistes accusent les patriotes de terrorisme, il a fallu 7 mois pour que la justice coloniale se décide enfin à interroger les détenus.

Récemment, le mardi 26 juin, la répression frappait à nouveau. Deux jeunes Guadeloupéens, Jocelyn Olimé, membre du PCG et dirigeant de l'UJCG et Fritz Eugénie étaient arrêtés et inculpés tout simplement parce que la gendarmerie aurait découvert des explosifs dans une cabane située sur la propriété de l'un d'eux.

Cela prouve bien que n'importe quel Guadeloupéen, membre ou non d'une organisation, qui osera manifester sa dignité et résister à l'oppression coloniale pourra être emprisonné.

Cette recrudescence de la répression dévoile l'embarras et l'hypocrisie du gouvernement colonialiste français.

Alors qu'il se présente comme le champion de la liberté et de la démocratie il ne peut que réprimer les travailleurs en lutte et les anti-colonialistes, incapable qu'il est de résoudre le moindre problème.

C'est la mobilisation et les actions de masse qui ont permis d'obtenir le retour de Max Safrano, Leila Cassubie et Humbert Marbœuf sur le sol national.

C'est la détermination du peuple guadeloupéen qui a obligé les juges à accélérer la procédure.

TOUS ENSEMBLE CONTINUONS LE COMBAT ! LE COLONIALISME ENGENDRE REPRESSION ET VIOLENCE - LUTTER CONTRE LA REPRESSION C'EST D'ABORD LUTTER CONTRE LE COLONIALISME.

Les organisations soussignées regroupées au sein du «COMITE DE LUTTE CONTRE LA REPRESSION COLONIALISTE» réaffirment leur soutien à toutes les victimes de la répression actuellement détenues.

Elles appellent l'ensemble du peuple à se mobiliser pour exiger du colonialisme français : - Le retour en Guadeloupe de tous les patriotes, - l'obtention d'un véritable régime de détenus politiques - l'accélération de la procédure pour la tenue des procès dans les plus brefs délais.

UGTG, UPG, MASU, SGEG, SIPAG, UNEEG, BIJENGWA, GRS, COMBAT OUVRIER, KPLG, MPGI, UPLG.

TRACASSERIES POLICIERES DANS L'EMIGRATION

Le milieu anti-colonialiste de l'émigration en particulier les membres et sympathisants du PCG sont toujours sujets à des tracasseries policières.

C'est ainsi qu'une quinzaine de personnes ont été arrêtées le 12 Juillet, à 6H du matin, à leur domicile par des policiers armés qui les ont retenues toute la journée en les soumettant à un interrogatoire, après avoir perquisitionné leur domicile.

Ce déploiement de force, dont la cause officielle est la «recherche d'armes et d'explosifs» a surtout pour but de démoraliser ces anti-colonialistes.

L'un d'entre eux, qui rentrait de vacances avec sa famille, a vu ses enfants littéralement terrorisés par les armes que l'on braquait sur eux.

Parmi les personnes arrêtées se trouve Michel Reinette, journaliste à RFO-Guadeloupe muté à FR3 après sa condamnation pour avoir trouvé scandaleux le jugement prononcé contre Safrano et Tom. Tout en demeurant titulaire, il n'a toujours pas eu d'affectation depuis près d'un an qu'il a quitté la Guadeloupe. Il subit toutes sortes de pressions

surveillance continuelle, écoutes téléphoniques, saisie de son salaire pour des impôts correspondant à des années (79 et 80) où il n'a pas perçu de salaire, étant à l'école du journalisme, sans compter de curieuses coïncidences comme porte de son appartement forcée, voiture volée deux fois.

On le voit donc, la répression ne se dément pas dans les milieux de l'émigration. La police agit sur commission rogatoire, qui selon elle lui permet d'intervenir à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit chez ces anti-colonialistes, et ce pendant deux ans. Ils les ont donc avertis qu'ils devaient s'attendre à d'autres «visites» de ce genre.

Nouvelles hausses du téléphone

Une hausse spectaculaire du téléphone vient d'être annoncée en France à partir du mois d'août. La taxe de base passe de 0,64 f à 0,75 f, ce qui fait une augmentation de 25 %. Avant cette augmentation, il y a eu le mois dernier celle de l'essence : 22 centimes de plus sur le litre. La note à payer n'a pas attendu, aussitôt après la déclaration du gouvernement de diminuer les impôts en 1985 de 8 %.

En réalité cette diminution correspond tout simplement à la suppression de l'impôt supplémentaire qui avait été prévu pour 1985, et qui devait rapporter à l'état près de 40 milliards.

En fait, les nouvelles augmentations que l'utilisateur aura à payer permettent de récupérer cet impôt supplémentaire.

Seulement avec les 25 % de hausse du téléphone ce sont près de 8 milliards de francs qui tombent dans les caisses de l'état.

L'austérité ce sont les travailleurs qui en supportent les conséquences et pour mieux faire avaler la pilule le gouvernement n'hésite pas à leur jeter de la poudre aux yeux en promettant une réduction d'impôt. Belles promesses aux lèvres et la hache en main pour frapper dans le dos : une politique hypocrite et cynique qui ne fait pas de cadeau aux travailleurs.

Fin de la grève à l'Institut Pasteur

Les travailleurs de l'Institut Pasteur ont gagné une lutte qu'ils ont menée contre les chefs blancs et VAT racistes de cet organisme.

En particulier, le préfet a reconnu que les attitudes et actions arrogantes des VAT (militaires) racistes étaient irrecevables et condamnables. Voilà ces messieurs et leurs petits copains VAT en place dans les autres administrations, INRA, aviation civile, ponts et chaussées et autres pépinières de jeunes blancs méprisants, prévenus que les travailleurs risquent fort de les faire retourner à la caserne.

Martinique

Communiqué

NOUS AVONS REÇU CE COMMUNIQUÉ DE LA PART DU SYNDICAT CSTM. (CENTRALE SYNDICALE DES TRAVAILLEURS MARTINIQUAIS).

«La Commission Exécutive de la CSTM a réuni, le samedi 7 juillet 1984 à la Maison des Syndicats, les secrétaires de sections et les délégués syndicaux CSTM.

Après avoir analysé les tracasseries anti-syndicales qui sont faites aux responsables CSTM, employés à la Mairie de Fort de France et notamment la suppression le 15 juin dernier, par le Conseil Municipal du poste d'ingénieur au service d'Etudes qu'occupe Daniel Marie-Sainte, Secrétaire Général CSTM.

- considérant que cette décision scandaleuse est une étape qui préparait un mauvais coup : le licenciement pur et simple de notre camarade.

- considérant que cette décision intervient après une première mutation arbitraire infligée l'an dernier, à notre Secrétaire Général sans qu'aucun motif réel et sérieux n'ait été avancé jusqu'à ce jour.

- considérant qu'il est significatif que cette suppression de poste survient au lendemain de la grève victorieuse des éboueurs des

Ets Charles Figuières, au cours de laquelle notre Secrétaire Général a joué le rôle essentiel à la tête de délégation syndicale des travailleurs, et à l'occasion de laquelle le Député-Maire de Fort-de-France est intervenu, par lettre, pour soutenir le patron, Mr Figuières.

- considérant que toutes les tracasseries quotidiennes faites aux responsables CSTM à la Mairie de Fort-de-France, sont orchestrées par le Secrétaire Général de Mairie Mr Renaud Jouye de Grandmaison.

La Commission Exécutive :

1) - Réaffirme sa solidarité avec son Secrétaire Général.

2) - Fustige cette répression anti-syndicale à l'encontre des travailleurs municipaux du fait de leurs positions politiques ou de leurs activités syndicales, en violation de tous les textes sur la liberté d'opinion et la liberté syndicale.

3) - Décide de demander au Maire de Fort-de-France de recevoir en urgence une délégation C.S.T.M.

4) - Saisit les Conseillers Municipaux de cette affaire.

5) - Appelle tous les adhérents CSTM à se tenir prêts.

Communiqué

DU PCIS

(EXTRAITS)

HALTE A L'ARBITRAIRE !

Depuis quelques temps plusieurs militants patriotes Martiniquais sont victimes de brimades vexatoires de la part des autorités Françaises et plus particulièrement des services de la Police des Frontières.

Le procédé utilisé est simple : lorsque ces militants voyagent entre la France et la Martinique soit à leur départ ou leur arrivée à Paris, ils sont conduits de force par les services de Police à la douane où ils sont mis à nu, fouillés, humiliés, leurs bagages de soutes faisant par ailleurs l'objet d'un contrôle minutieux.

Nous dénonçons avec force ces pratiques illégales. En effet ces contrôles ne sont pas pratiqués à l'encontre des personnes en infraction mais s'exercent contre des militants uniquement du fait de leur engagement politique.

Suite de l'éditorial

dans une organisation indépendantiste le fait consciemment dans le but de dominer les travailleurs par la suite dans un état indépendant. N'oublions pas que la plupart des militants de milieux plus aisés que nous travailleurs, d'origine petite-bourgeoise, se sont engagés dans le militantisme surtout en 1971 lors des grèves de la canne à sucre et du bâtiment. Un enthousiasme extraordinaire avait poussé des centaines d'étudiants et de lycéens à soutenir les grèves, paralysant lycées et université pendant plusieurs semaines. N'oublions pas non plus que bien des militants et dirigeants des syndicats nationalistes sont des gens qui étaient au Parti Communiste et à la CGT et qui ne sont allés dans le mouvement nationaliste qu'après avoir été déçus par la direction du PC et de la CGT dans les années 60 et 70.

Oui, il faut désapprouver et rejeter des types d'actions qui par leur forme conduisent un jour ou l'autre à des tractations politiques et à des issues politiques qui peuvent se retourner contre nous. Mais nous sommes bien placés pour savoir que cette société est fondée sur l'oppression et l'injustice, nous savons ce que sont les humiliations, les inégalités, la pauvreté. Notre vie entière est une permanente course d'obstacles, une recherche incessante des moyens de s'en sortir, pour chacun de nous, de nos enfants, de notre famille... Nous pouvons aussi comprendre que pour bien d'autres gens qui ne sont pas de la classe ouvrière, qui sont des étudiants, qui sont des petits-bourgeois, qui n'ont peut-être pas ou beaucoup moins de problèmes matériels que nous, la vie dans cette société n'est pas forcément satisfaisante et moralement acceptable.

Bien sûr, quand ils formulent leurs revendications politiques, ils estiment souvent que c'est à eux d'avoir la direction des affaires, des luttes, parce qu'ils ont la culture, parce qu'ils sont allés dans les grandes écoles, certains aussi parce qu'ils ont un peu de biens...

Mais si nous avions une position plus avancée sur le plan politique, si c'est nous qui posons l'ensemble des problèmes de la société, si notre combativité pour nos propres revendications s'accompagne d'une perspective de changements pour toute la société, peut-être alors que les gens qui sont tentés de mettre des bombes, d'utiliser une forme de violence minoritaire et coupée de la population, seraient moins tentés de le faire car il aurait confiance dans les possibilités offertes par notre classe à nous travailleurs.

Et si les organisations ouvrières, syndicales, Partis politiques majoritaires dans la classe ouvrière, n'étaient pas farouchement réformistes, modérés, légalistes à tout prix, ils auraient formé, éduqué, mobilisé des centaines, voire des milliers de travailleurs dans la perspective du renversement de cette société. Et alors il n'y aurait pas eu place pour la forme de violence minoritaire d'aujourd'hui, ni pour aucune forme de démagogie ou de manipulation politique de cette violence.

Il dépend de nous, travailleurs, de ne pas accepter de couper nos luttes revendicatives d'une perspective plus large destinée à changer de fond en comble le pays. Comment, par quels moyens, à quelle vitesse ? C'est justement en nous donnant ces perspectives, en nous y engageant, en les préparant, en les discutant, que nous passerons de la position purement critique de ce que font les autres, à une position où nous offrirons aux autres nos propres solutions.

Laissons les Michaux-Chevry pleurer sur la violence. Nous savons bien que le monde où nous vivons est un monde de violence, de misère et d'injustices et qu'il mérite d'être remplacé. Et c'est un monde meilleur que nous travailleurs pouvons offrir par nos luttes.

FRANCE : UN NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le PCF hors du gouvernement, mais pour une même politique

Le gouvernement français a changé. Autour de Mitterrand, on trouve de nouveaux ministres, Laurent Fabius a remplacé l'ancien premier ministre Pierre Mauroy, d'autres ont changé de poste, de nouveaux sont arrivés.

Mitterrand lui-même et la presse ont cherché à donner à ce changement l'allure d'un événement politique, peu avant l'annonce du référendum de modification de la constitution.

Après le recul de la gauche aux élections européennes, et le retrait de la loi Savary sur l'école privée, épisode au cours duquel Mitterrand a cédé complètement le terrain face à la droite, Mitterrand a peut-être voulu affirmer l'existence de son gouvernement et son originalité par rapport à la droite en organisant le référendum, et à lui donner l'éclat du neuf en renouvelant ses ministres. Mais le choix de Laurent Fabius pour remplacer Pierre Mauroy dans le poste de premier ministre ne sera probablement pas pour déplaire à la bourgeoisie dont Mitterrand continue à servir les intérêts.

Son image n'a rien d'un réformateur hardi et décidé à s'attaquer aux privilèges de la richesse. C'est un bon et classique, cadre de la bourgeoisie issu de l'une de ses grandes écoles l'ENA.

La grande nouveauté dans ce changement est donc le départ des quatre ministres du Parti Communiste Français. Pierre Juquin de la direction du PCF, a déclaré à propos de ce départ : « Nous ne nous sentons pas le droit moral de laisser croire à des millions de femmes,

d'hommes, de jeunes en proie aux déceptions, aux inquiétudes, que nous pourrions, dans le gouvernement actuel, répondre à leur attente. Nous nous refusons à les tromper comme à nous tromper nous-mêmes ».

Au bout de trois ans de participation à un gouvernement qui mène la politique de la bourgeoisie le PC commence donc à s'inquiéter des travailleurs, qui sont sa base électorale et politique. Que les travailleurs aient eu la conviction d'être trompés par la gauche au gouvernement, qu'ils aient été déçus par les partis qu'ils croyaient pouvoir les représenter, les travailleurs l'ont montré lors des élections européennes au cours desquelles le PC a perdu près de la moitié de son électorat en quelques années.

Même s'il y a peu de chance que la politique du nouveau gouvernement change par rapport à celle du précédent, bien qu'il reste encore possible d'agir plus en faveur des capitalistes, le PC a jugé le moment favorable pour se mettre à l'écart du gouvernement. Il n'y participera plus directement. Et probablement espère-t-il ainsi regagner la confiance d'un certain nombre de travailleurs. Il peut ainsi mettre plus à l'aise certains de ses militants.

Mais, le PCF entend tout de même rester dans la majorité. Il ne va pas s'opposer au nouveau gouvernement, comme l'a déclaré P. Juquin, « nous restons entièrement disponibles pour favoriser et soutenir toute mesure qui ira dans le sens des engagements pris. Et, pour

quoi pas, si les conditions étaient à nouveau créées reprendre notre place au gouvernement ».

André Lajoigny dirigeant du PCF à l'assemblée nationale a même affirmé que la sortie du PC du gouvernement ne signifiait absolument pas qu'il y aurait une escalade vers les grèves et les luttes des travailleurs.

Le PCF, qui ne veut pas perdre sa base et son électorat ouvriers, entend malgré tout se ménager des possibilités d'entrer à nouveau dans un gouvernement au service de la bourgeoisie et donne à celle-ci la garantie qu'il n'entraînera pas les travailleurs dans les luttes.

Mais rien ne dit que le Parti communiste pourra brider la colère des travailleurs. En effet, à l'annonce même du nouveau gouvernement sans participation communiste, de nombreux travailleurs, en France et ici même aux Antilles, ont perdu leurs dernières illusions sur le gouvernement dit de gauche. Ce changement représente pour eux un signal : les travailleurs sont menacés. Certes ces travailleurs auront mis du temps à s'apercevoir de la supercherie Mitterrand-défenseur des opprimés, mais leur colère risque de n'en être que plus grande.

JEUX OLYMPIQUES :

LE SPORT, L'ARGENT, ET LA POLITIQUE

Les jeux Olympiques ont commencé à Los Angeles aux Etats Unis. La télévision a retransmis les cérémonies d'ouverture et différentes compétitions.

La presse écrite et parlée célèbre le caractère fraternel de cette fête « des jeunes » et « du sport », et déplore le fait que l'URSS et les pays d'Europe de l'Est aient « mêlé » la politique à cette grande manifestation sportive, en ne participant pas aux jeux.

Mais en dépit de l'image que veut en donner la presse et les gouvernements des pays participants, les Jeux Olympiques sont loin d'être cette pure fête de la jeunesse et des exploits physiques.

les journalistes ont révélé que la plus grande partie des frais occasionnés par les Jeux Olympiques ont été couverts par l'argent versé par les grands capitalistes qui ont pu par ce moyen faire de la publicité pour leur production. Le reste vient des chaînes privées de télévision américaines qui ont payé pour pouvoir retransmettre les jeux sur leurs ondes.

Les Jeux Olympiques ne sont donc pas à l'écart des puissances d'argent, loin de là. Ils constituent un bon moyen pour les capitalistes de promouvoir leurs produits. Ceci est vrai pour les Jeux Olympiques, mais aussi pour toute manifestation sportive populaire, tous

cyclistes, matchs de foot ou autres. Le tour de la Martinique et de la Guadeloupe voient fleurir sur les maillots des coureurs les noms des entreprises de petits capitalistes locaux ou de firmes françaises. Quant aux Jeux Olympiques ils sont réservés à des capitalistes et des sociétés de bien plus grande envergure.

Les performances réalisées par les sportifs sont donc tributaires des puissances d'argent qui les sponsorisent.

Pour ce qui est de la politique, elle est aussi très présente dans les J.O. L'URSS refuse de participer, ce qui a fait couler beaucoup d'encre sur le fait que ce refus tout politique allait ternir l'éclat de la belle manifestation sportive organisée aux USA. La Lybie a elle aussi retiré ses athlètes après que l'entrée des jeux ait été refusée à certains de ses journalistes.

Mais il y a quatre ans, lorsque les jeux étaient organisés à Moscou, les Etats Unis n'y avaient pas non plus participé. L'URSS rend donc le coup politique porté par les USA il y a quatre ans.

Au milieu de tous ces milliards et des problèmes politiques la fête de la jeunesse et du sport représente bien peu de choses. Ce qui est tout à fait conforme à ce qu'est notre société. Et il faut une bonne dose d'hypocrisie pour s'en étonner.

LE TOUR DE MARTINIQUE :

derrière le sport, l'argent

Le Tour de la Martinique vient de s'achever sur la victoire du Colombien Gutierrez. Pendant une semaine le public a vibré devant les « exploits » des sportifs présents.

Mais à côté de cela, le Tour s'est révélé, cette année encore plus que les précédentes peut-être, une affaire juteuse de publicité et de fric.

Ce fut d'abord un communiqué de la direction de RFO-Martinique dénonçant à mots couverts les pressions tendant à faire de la publicité clandestine à la télévision en profitant des maillots des coureurs qui sont couverts d'inscriptions publicitaires. Mais le Tour a été surtout l'affaire du Sprint-Club de Saint-Joseph, dont le meilleur coureur avait été sélectionné pour représenter la Martinique. Or la direction du club refusa de « prêter » son coureur à la sélection. On en vint aux mots. Il y eut même selon certains des menaces de coups... Une image « saignante », du sport, comme chacun put le constater.

Et lorsque le président du club de Saint-Joseph justifia sa position sur les ondes, ce fut pour dire qu'il venait de signer des contrats publicitaires et qu'il ne pouvait pas trahir la parole donnée : la sélection de « son » coureur entraînait carrément l'élimination de son soutien publicitaire de la course.



Cette simple affaire a donc eu le mérite de mettre en valeur le fait que lorsqu'on applaudit tel ou tel coureur, ce sont surtout des gros sous qui sont en jeu et Charles-Angèle rapporte du fric à Peugeot, SOFRIMA ou Malta-Lorraine !

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

COMBAT OUVRIER

Mr DUFEAL

B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.

Commissionnaire

No 51728